

## **Réunion SIV au Ministère : une communication bien orchestrée mais des entrepreneurs-artisans encore laissés pour compte.**

**La Fédération Nationale de l'Automobile (FNA) dénonce le nouveau « bug public » que constitue cette réunion avec soi-disant tous les acteurs de la profession alors que l'OP représentant les entrepreneurs-artisans constituant 95% de la filière n'y a pas été conviée. Pas crédible !**

Les dysfonctionnements que connaît le nouveau système de délivrance des certificats d'immatriculation, mobilisent depuis des semaines la FNA et ses services. Elle est en contact permanent avec les entrepreneurs-artisans de la filière automobile, et en particulier avec ceux importateurs de Véhicules d'Occasion, premières entreprises victimes des errements de ce nouveau dispositif public.

Depuis octobre, le siège national et les délégations territoriales de la FNA assurent une permanence téléphonique et l'animation de multiples réunions de terrain pour informer et aider les professionnels à s'y retrouver face à la complexité du dispositif, aux incompréhensions en résultant et aux différents blocages qu'ils rencontrent avec la dématérialisation complète des procédures. La FNA a régulièrement fait remonter à la DSR les difficultés rencontrées par les professionnels. C'est à ce titre que, le mardi 14 novembre et à sa demande, le Président de la FNA, Gérard POLO, a rencontré la Délégation à la Sécurité et la Circulation Routière (DSCR). La situation se dégradant malgré tout, il a ensuite décidé d'interpeller par courrier en date du 29 novembre le Ministre de l'intérieur en personne. Courrier resté sans réponse à ce jour...

Malgré cette mobilisation accompagnée d'une volonté affichée de partenariat, le ministère de l'Intérieur n'a étonnamment pas jugé utile d'inviter les « entrepreneurs-artisans » dans le tour de table réuni hier à son initiative. Y ont été exclusivement conviés les constructeurs et leurs proches qui ont profité de l'opportunité pour s'associer à la communication publique qui s'en est suivie. Quand on sait que 95% des entreprises de la branche des services de l'automobile sont des entrepreneurs artisans, le ministère se devait de recevoir la seule fédération professionnelle qui peut revendiquer de les représenter avec cohérence parce qu'avec exclusivité et indépendance.

Compte tenu de la vive inquiétude des professionnels de l'automobile et des fortes tensions sur le terrain, ne pas convier la FNA à cette réunion remet sérieusement en cause la crédibilité de cette réunion. La FNA note d'ailleurs que, si des avancées semblent avoir été annoncées, de graves lacunes demeurent, par un manque de prise en compte exhaustive des problèmes du terrain que tente de masquer une communication officielle bien orchestrée. La réalité est que les artisans de l'automobile impactés dont la FNA est le porte-parole, sont et restent dans l'impossibilité de livrer leurs véhicules, que les annulations de commande se multiplient et des recours judiciaires sont en cours.

Ce plan d'action en urgence doit donc être complété de mesures d'aides financières et d'un accompagnement public de proximité au cas par cas pour aider les artisans à faire face au chaos financier qui impactent leur entreprises. Telle est l'exigence portée par la FNA qui demande de plus à être intégrée au comité de pilotage du Ministère et aux différents échanges sur le dossier.